

Union Fédérale des Retraités CGT-POLICE



L'AFFICHE QUI AGITE L'EXTREME DROITE ET FAIT OUBLIER L'ACTEUR PRINCIPAL DANS CES VIOLENCES : LE GOUVERNEMENT!

L'affiche du syndicat CGT Info Com sur les « violences policières », tourne en bouccle dans les médias, tous les réactionnaires de la droite au FN, certains syndicats de police ; en passant par le ministre de l'intérieur lui-même, la trouvent choquante et aussi « immonde », dixit le F.N.

Mais le plus choquant n'est-ce-pas de voir des jeunes lycéens se faire matraquer gratuitement alors qu'ils manifestent pacifiquement pour leur devenir. On ne peut pas annoncer faire de son mandat que la jeunesse sera au centre de la politique mise en œuvre et dans le même temps quand cette même jeunesse se bat pour un avenir meilleur lui donner comme seule réponse la répression.

L'affiche du syndicat CGT Info Com a le mérite de dennoncer des faits pour ramener un gouvernement dit de gauche dans la voie du progrès social et non de l'arbitraire.

Quand les images du policier qui matraquait sans justification un jeune manisfestant lycéen, tournaient aussi en boucle, des millions de citoyens s'en sont émus et le ministre de l'intérieur a été contraint de le condamner et d'envoyer le policier en correctionnelle.

Le message de l'affiche est justement d'empêcher que de tels faits ne puissent se reproduire ; et la meilleure façon de défendre les intérêts des policiers, c'est justement de ne pas leur donner comme mission la seule répression qui conduit inéluctablement aux dérapages que le ministre de l'intérieur est obligé de condamner.

Pour les syndicats CGT-Police et son Union fédérale de Retraités CGT-Police, cette affiche ne doit pas créer d'amalgame sur le fait que tous les policiers violentent les manifestant mais bien que certains policiers ont un usage illegitime de la violence et que le gouvernement est bien à la manœuvre. Cette communication qui fait le buzz doit être salutaire pour les droits et intérêts des Policiers, dont la mission première est d'assurer la sécurité de nos concitoyens.

Paris le 19/04/2016